



Meung-sur-Loire, le 15 janvier 2026

**ARRÊTÉ 025/2026**  
**Portant réglementation temporaire**  
**du stationnement**  
**RUE EMMANUEL TROULET**

Le Maire de la Commune de Meung-sur-Loire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, article L 2213-1 et suivants,

Vu le Code de la Route,

Vu les arrêtés interministériels du 22 octobre 1963 modifiés et du 24 novembre 1967 relatifs à la signalisation routière,

Considérant la demande formulée le 15 janvier 2026 par de Meung sur Loire (45130), pour un emménagement au n° 13 rue du Général de Gaulle, à Meung-sur-Loire,

Considérant le besoin de réglementer pour la bonne exécution de l'emménagement et le respect des conditions de sécurité pour les usagers.

**ARRÊTE :**

**Article 1 :** Le stationnement d'un véhicule de moins de 3.5t pour l'emménagement est autorisé sur trois places entre le n° 13 et le n° 17 rue du Général de Gaulle, le samedi 24 janvier 2026 de 8h00 à 19h00.

**Article 2 :** La signalisation règlementaire nécessaire à l'application de l'article 1 est mise en place par les services municipaux, **au moins sept jours avant le début des travaux**, conformément aux guides « manuel du chef de chantier » du CEREMA et à l'instruction interministérielle –8<sup>e</sup> partie. La signalisation temporaire doit être certifiée NF (panneaux AK, KM, KC, KD, K2 et K8).

**Article 3 :** Toute contravention au présent arrêté est constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 4 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif d'Orléans, rue de la Bretonnerie 45057 Orléans Cédex, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou sa notification. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>.

**Article 5 :** Le présent arrêté est transmis au Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Meung-sur-Loire/Cléry-Saint-André, au Chef du Centre de Secours de Meung-sur-Loire, au Chef de service de la Police Municipale, au Responsable des Services Techniques Municipaux, chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer son exécution.

Le Premier Adjoint, Matthieu MIGEON

